



United Nations  
Educational, Scientific and  
Cultural Organization

Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

Organización  
de las Naciones Unidas  
para la Educación,  
la Ciencia y la Cultura

Организация  
Объединенных Наций по  
вопросам образования,  
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة  
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、  
科学及文化组织

## Discours de la Directrice générale de l'UNESCO,

Irina Bokova,

à l'occasion de l'ouverture de la 195<sup>ème</sup> session du Conseil exécutif

UNESCO, le 20 octobre 2014

Monsieur le Président du Conseil exécutif,

Monsieur le Président de la Conférence générale,

Mesdames et Messieurs les Membres du Conseil exécutif,

Cette session du Conseil exécutif se déroule dans un contexte marqué par l'urgence, et vous l'avez parfaitement bien dit, M. le Président du Conseil exécutif.

Urgence de la crise en Iraq et en Syrie.

Urgence de l'épidémie Ebola en Afrique de l'Ouest, et au-delà.

Urgence de l'éducation, quand des écoles et notamment des écolières sont attaquées ou empêchées d'exercer leur droit fondamental à l'éducation.

Il ne peut y avoir de solution court-termiste à ce type de crises, et il est urgent d'investir à long terme.

A cet égard, le Prix Nobel de la Paix remis à Malala Yusufzai et Kaylash Satyarthi, deux militants du droit à l'éducation, deux amis de l'UNESCO, est un appel à se mobiliser :

Se mobiliser contre Ebola, et l'une des mesures d'urgence, c'est justement d'investir dans la recherche fondamentale, comme l'ont dit les chefs d'Etats africains réunis à Malabo, pour la remise du Prix UNESCO – Guinée Equatoriale.

Se mobiliser contre le nettoyage culturel qui sévit en Iraq, et *l'une des mesures d'urgence*, c'est justement de protéger le patrimoine, la diversité culturelle.

Se mobiliser pour soutenir les populations réfugiées, et *l'une des mesures d'urgence*, c'est justement de recréer du lien social, et c'est l'objectif du programme de radios communautaires lancé par l'UNESCO auprès des jeunes réfugiés syriens en Jordanie, que nous formons aux métiers de la radio, et nous allons distribuer 3000 appareils de radio portatifs comme celui-ci, comme vecteur de lien social, de partage d'informations, de programmes éducatifs, et que nous avons mis au point avec le soutien du Japon, que je remercie.

C'est précisément le mandat de l'UNESCO et la question aujourd'hui, c'est de savoir quels sont nos moyens pour le mettre en œuvre.

Je veux être très claire avec vous ce matin : l'UNESCO a de moins en moins les moyens de mettre en œuvre les priorités que vous avez fixées, avec la qualité que vous êtes en droit d'attendre, et je suis très inquiète.

Nous sommes confrontés à un paradoxe, de voir que l'UNESCO est de plus en plus présente, et de plus en plus attendue, avec de moins en moins de ressources pour répondre correctement aux attentes des Etats Membres.

Je souscris pleinement à la volonté de construire une UNESCO qui soit « *adaptée à l'objectif* », « *fit for purpose* » et aujourd'hui cela signifie donner à l'UNESCO les moyens en adéquation aux objectifs que les Etats Membres lui fixent.

Ces objectifs sont importants, et depuis la dernière session du Conseil, nous nous sommes mobilisés pour les atteindre.

Pour protéger le patrimoine et la diversité culturelle en Irak, l'UNESCO a organisé plusieurs réunions d'experts, réunissant l'ICCROM, l'ICOMOS, l'ICOM, Interpol, les douanes.

Nous avons lancé, le 17 juillet, un plan d'intervention d'urgence, qui doit être considérablement renforcé.

Une autre réunion d'experts s'est tenue le 29 Septembre, à l'initiative de la France et de l'Irak.

Le 22 septembre, j'étais au Metropolitan Museum de New York, aux côtés du Secrétaire d'état américain John Kerry, pour appeler à la protection du patrimoine, à la prise en compte de la culture dans les stratégies de construction de la paix.

Nous avons partagé les coordonnées des sites du patrimoine culturel avec les pays qui participent aux frappes aériennes.

J'ai alerté les ministres des Affaires étrangères de tous les Etats membres de l'UNESCO, les douanes, les musées, les maisons d'enchères des risques de trafic illicite des biens culturels.

J'ai appelé à ce que le Conseil de sécurité des Nations Unies adopte une interdiction internationale du commerce des objets culturels syriens, à l'image de celle qui existe pour l'Iraq.

A plusieurs reprises, j'ai dénoncé ce que je crois être une forme nouvelle de nettoyage culturel, qui cherche à détruire la diversité culturelle, en persécutant les minorités culturelles et religieuses, et je crois que l'UNESCO doit proposer des concepts, des outils pour appréhender cette réalité dans toute son ampleur.

Ce travail Mesdames et Messieurs, demande des moyens.

En Syrie, avec le soutien de l'Union européenne et le gouvernement flamand de Belgique, nous travaillons avec tous les partenaires pour évaluer l'état du patrimoine.

L'UNESCO a organisé une réunion de ralliement pour la sauvegarde du patrimoine culturel de Syrie, les 26-28 mai, qui a rassemblé plus de 120 experts de 22 pays.

Ce travail, Mesdames et Messieurs, demande des moyens.

Au soudan du Sud, le Président de la République, M. Salva Kiir, a fait de l'éducation un moyen de lutte contre les violences et témoigne de l'ampleur des

préjugés envers l'éducation des filles, qui sont parfois considérées comme des marchandises, que l'on donne à marier en échange de bétail.

Je suis allée sur place, avec Mme Leila Zerrougui, Représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés et M. Forest Whitaker, Envoyé spécial de l'UNESCO, pour comprendre comment mieux assurer l'éducation dans les camps de réfugiés.

Ce travail demande des moyens, et je l'ai répété le 26 Juin, lors de la deuxième conférence des donateurs du Partenariat mondial pour l'éducation à Bruxelles pour soutenir la scolarisation de 30 millions d'enfants dans les pays les plus pauvres.

L'urgence éducative, culturelle, scientifique, c'est aussi celle des Petits Etats Insulaires en développement, et l'UNESCO s'est pleinement mobilisée lors de la Conférence internationale de Samoa, du 1<sup>er</sup> au 4 septembre, une étape majeure dans la préparation de l'agenda post 2015.

L'UNESCO joue un rôle unique pour construire une base de connaissances scientifiques indispensables à la protection de l'environnement et de l'océan, et a pu le démontrer :

- Par le travail de la Commission océanographique intergouvernementale.
- Par le système mondial d'observation de l'océan.
- Par le système d'alerte au tsunami, dont nous venons d'ailleurs d'organiser un exercice de simulation grandeur nature, dans tout l'océan indien, exactement 10 ans après le tsunami de Sumatra – c'est une immense avancée.

Pendant la Conférence de Samoa, l'UNESCO a démontré son expertise en matière d'éducation pour le développement durable, et les Etats Membres l'ont reconnu et se tournent vers nous.

Le document final de la conférence reprend, sur de nombreux points, le plaidoyer de l'UNESCO, et c'est une étape importante vers l'après 2015, et rien ne serait pire que d'avoir réussi à convaincre sans avoir les moyens de mettre en œuvre.

Car nous avons convaincu, nous avons préservé, et dans certains cas augmenté le leadership de l'UNESCO, et encore dernièrement :

- Lors de la Conférence internationale sur la science, l'ingénierie et la technologie, le 3 Juin, à Beijing, avec le président de la Chine, Son Excellence M. Xi Jinping.
- Lors des Conférences internationales sur les langues, le multilinguisme et l'éducation, en Chine avec Son Excellence la vice-Première ministre Mme Liu Yandong, et en Islande, avec l'ancienne présidente Vigdis Finnbogadottir, et vous connaissez mon attachement personnel au multilinguisme.
- Je pense aussi au 6e Congrès mondial sur les femmes et le sport, à Helsinki, avec la Présidente Mme Tarja Halonen.
- Je pense à la première réunion du Conseil des ministres de la Culture de l'Europe du Sud-Est, à Ohrid, présidée par la ministre de la Culture de l'ex-République yougoslave de Macédoine.
- Lors du vingtième anniversaire de la Route de l'esclave, un moment extrêmement fort, très émouvant, à la hauteur de la conscience morale que doit incarner l'UNESCO.
- Lors du forum de l'Alliance des civilisations, à Bali, en Indonésie, organisé conjointement avec le forum mondial des médias.
- Lors des célébrations de la journée mondiale de l'alphabétisation, au Bangladesh au début du mois de septembre.
- Lors des multiples expositions et colloques organisés au cours de ces derniers mois sur le patrimoine culturel... sur 3500 ans de relations entre le

peuple juif et la terre sainte... sur les fondements de l'Islam... sur les langues judéo-espagnoles... sur les routes de la Soie... d'une grande vitalité, d'une grande qualité.

Le moment, Mesdames et Messieurs, est propice pour l'UNESCO, et d'autres acteurs reprennent aussi nos idées, et j'en suis très heureuse.

Notre leadership est mieux reconnu au sein des Nations Unies, je l'ai constaté lors de la dernière Assemblée générale.

Le Secrétaire général a lancé le sommet sur le climat, avec le plus haut niveau de participation, et l'UNESCO était l'une des rares agences à avoir un événement dédié, organisé avec l'organisation météorologique mondiale, sur la science du climat.

L'UNESCO a également marqué des points décisifs dans son plaidoyer pour l'éducation des filles, le 24 septembre, où j'ai ouvert, avec le Secrétaire général Ban Ki-moon, l'événement dédié à l'Initiative globale *l'Education avant tout*, en présence de la plupart des pays champions, Andorre, le Bangladesh, le Bénin, la Chine, la Croatie, le Danemark, la République dominicaine, l'Ethiopie, la Guyane, la République de Corée, le Mozambique, l'Afrique du Sud, la Tunisie, les Etats-Unis d'Amérique, la Norvège, représentés au plus haut niveau - un événement majeur en faveur de l'éducation.

De même, dans le domaine des technologies de l'information, l'UNESCO a poursuivi son travail, avec la réunion annuelle de la Commission sur le Haut débit pour le développement digital, que nous allons accueillir, je vous l'annonce, ici à l'UNESCO, l'année prochaine, en lien avec la semaine de l'apprentissage mobile, et je suis très heureuse de saluer l'accord que nous venons de signer avec Airtel Gabon, le premier partenariat privé signé avec une société d'Afrique subsaharienne, pour former les jeunes aux nouvelles technologies.

Notre leadership, Mesdames et Messieurs, ne peut être préservé que si nous pouvons mettre en œuvre les programmes où nous sommes attendus.

Nous avons, jusqu'à présent, réussi à le faire, mais je l'ai dit à plusieurs reprises, la situation n'est pas tenable, et il y a un prix à payer.

Pendant ces deux années nous avons réduit, nous avons coupé, nous avons redéployé, nous avons réformé et nous avons absorbé un choc d'une ampleur considérable – et dans certains domaines, nous avons rajeuni et transformé des aspects essentiels de notre travail – renouvelé de fond en comble notre relation avec les ONG, amélioré la coopération avec les Commissions nationales, et vous l'avez reconnu.

Et si l'on veut comparer, cartes sur tables, la réforme de l'UNESCO avec d'autres institutions, j'y suis prête et je suis très sereine.

Mais je regarde ce que nous avons déjà dû réduire, et cela m'inquiète et doit nous alerter et nous inciter collectivement à stopper cette tendance.

Ces deux dernières années ont été un test de sang-froid et de détermination. Nous avons maintenu le cap, mais rien ne serait pire que de penser que sous prétexte que nous avons réussi à colmater les brèches, l'UNESCO est indemne.

N'ayons pas d'illusions : l'UNESCO ne peut continuer ainsi – c'est une voie dangereuse, peut-être sans retour, et ce n'est pas l'ambition que nous devons avoir pour une Organisation mondiale du calibre de l'UNESCO et je rejoins totalement les paroles très fortes du Président du Conseil exécutif tout à l'heure.

Ladies and Gentlemen,

The circumstances are challenging, but UNESCO is acting to shape an ambitious global sustainable development agenda to follow 2015.

At the 37<sup>th</sup> General Conference, Member States adopted a decision calling for the integration of quality education, natural and social sciences, culture for development, freedom of expression and access to information, into the new agenda.

I thank you for taking these messages to New York.

I am grateful for the Meeting with Amina Mohammed, *UN Secretary-General Special Adviser on Post-2015 Development Planning*, on 2 July – I thank in particular the Chair of the Executive Board, Ambassador Mohamed Sameh Amr, for this initiative.

UNESCO is contributing across the board, to support Member States.

The focus has fallen on the *Open Working Group on Sustainable Development Goals*, which delivered its report to the 68<sup>th</sup> session of the UN General Assembly.

The Outcome Document - as it is called - contains a set of 17 goals and 169 accompanying targets.

These largely reflect the messages of UNESCO Member States, largely -- but I add a note of caution.

On education, UNESCO is advocating for a transformative, balanced and holistic education agenda, reflected in the *Muscat Agreement*, also building on the so-called Delors Report, *The Treasure Within*, and we have the privilege to have with us today one of the main contributors of this report, Dr Karan Singh.

To prepare the *World Education Forum 2015* in the Republic of Korea, we are leading consultations through regional preparatory conferences.

We must ensure the outcome of the *World Education Forum 2015* and the education-related goal and targets adopted at the United Nations Summit in September 2015 are aligned.

Science was absent from the Millennium Development Goals -- it features prominently in the Outcome Document of the Open Working Group, including recommendations of the *UN Scientific Advisory Board to the UN Secretary-General*, hosted by UNESCO.

However, the science-policy interface is absent.



UNESCO's position on water is reflected – so are UNESCO's concerns on the ocean.

The Outcome Document includes targets on the eradication of extreme poverty, on social protection systems, on the reduction of inequalities.

UNESCO's advocacy on culture is only partly reflected.

There is a reference to cultural diversity in the chapeau text, and culture features in several targets, which is positive – but we need to keep making the case, to recognize the power of culture for poverty eradication and sustainable development.

I wish to pay tribute to the *Group of Friends of Culture for Development*, under the leadership of Peru, including some 30 deeply committed Member States.

Let me take this opportunity to thank the Government of Italy once again for the 3<sup>rd</sup> *World Forum on Culture and Creative Industries* in Florence, and its strong final declaration.

I am most confident that we must not relent in placing culture at the heart of the future agenda, building on all our achievements, including the successful MDG-F experience.

The Outcome Document as you have seen for yourselves includes targets on harnessing information and communication technologies -- but there is no target on internet connectivity as such, nor is there mention of freedom of expression and media.

The Document puts forward an ambitious stand-alone goal on gender equality and the empowerment of women and girls. And we continue our advocacy together with UN Women.

It also underlines the importance of quality data, to inform decision-making and monitor implementation – the role of UNESCO Institute for Statistics will be crucial here.

So, Ladies and Gentlemen, our messages are largely being heard, but we are not there yet.

As Governments now streamline goals and targets, we must not lose ground – we must ensure UNESCO's messages do not fall into the cracks.

This is why I appeal for your continuing leadership, especially in New York, and I join the appeal just launched by the Chair of the Executive Board.

This autumn, the UN Secretary-General will issue a synthesis report based on all deliberations.

This will be followed by intergovernmental negotiations until September 2015, culminating in a Heads of State and Government Summit.

We must use every opportunity to lock in our message for the future agenda – including the forthcoming World Conference on Education for Sustainable development, to be held in Nagoya, Japan, for which I wish to thank the Government of Japan, as this will be a milestone moment with some 80 ministers attending, and I appeal to all Member States for their high level engagement.

Ladies and Gentlemen,

All this means that our Organization has to be “fit for purpose.”

This is why reform is the priority of Member States, and it is my absolute determination.

Let me be very clear from the top.

UNESCO in 2014 compared with UNESCO in 2011 represents a loss of 36 percent of its budget in real terms, and 26 percent of posts.

No other UN organization has had to tackle the enormity of the financial challenges we have faced and is still expected to deliver across the full breadth of its mandate.

I started reform well before the financial crisis -- I have been determined to sharpen the delivery of the Organization in every way, despite difficult circumstances -- guided by the 37 C/5, the Independent External Evaluation of UNESCO, the Roadmap agreed by the Executive Board, as well as internal evaluations and audits of the External Auditor.

Prioritization by Member States has resulted in difficult choices, with core priorities maintained.

I have undertaken deep cost reduction and efficiency measures, while exerting stringent budget discipline.

Between the 35 C/5 and the 36 C/5, in two years, I reduced staff mission travel expenditure by 63 percent.

I reduced expenditure on consultant costs by 70 percent.

I reduced the budgets of corporate services in the current biennium by 25 percent compared to their expenditure 2 years ago.

The impact has rippled throughout the Organization – on the scope of activity at country level, on the quality of delivery, on the leadership of the Organization.

We are making all efforts to deliver the mandate and programme defined by the General Conference, but the costs are high.

Many initiatives focused on efficiency gains -- now, I believe efforts must be devoted to enhancing the quality of our action.

The Organization must step out of the crisis mode.

I am determined to focus now on core business albeit at a lower cost, with the price we are currently paying -- we must enhance the quality of delivery to the extent possible, we must strengthen monitoring and evaluation across the board, we must invest in a stronger Organization.

This is not only about numbers – it is about quality.

This is about the ability of the Organization to respond to Member States, it is about leadership, it is about capacity to implement the post-2015 agenda, it is about our presence in the field where we are most relevant, it is about visibility, it is about the way we work in the UN System.

This calls for stronger programme monitoring and evaluation.

This calls for a review of working methods to support the devolution of greater authority and accountability to field offices.

This calls for completing the reform of Administrative and Executive Offices.

The design of structures and the implementation modality for this will be finalised this year, to be integrated in the proposal for the 38 C/5 budget and operational by January 2016.

Over the last 14 years, we have seen a reduction of 32 percent of posts -- the deepest reduction occurred between the 36 C/5 and the 37/C5 \$ 507 million Expenditure Plan, involving 449 of the Secretariat's Regular Programme posts.

In all this, the professionalism of our staff is essential and must be commended, and I take this opportunity to thank again all staff, worldwide.

During this period, 3 Voluntary Mutually Agreed Separation Programmes were launched -- 177 colleagues left during the last biennium and until this summer, with separation packages.

A total of 113 staff members were reviewed by the Redeployment Group following the abolition of their posts, on the basis of the Staff Rules and Regulations criteria - efficiency, competence, integrity and length of service.

All this resulted in the softest landing possible, with the great majority being offered and accepting positions offered, as per Staff Regulations.

Let me underline again the collegial manner in which the Review took place, undertaken by Senior Management and Staff Associations.

We have come a long way, and we have much ground still to cover, guided still by the Independent External Evaluation of UNESCO and the Roadmap.

Reform will continue, but I wish to be clear this cannot be synonymous with cost cutting.

This must be about adaptation, innovation and transformation.

This is about the quality of delivery.

This is why the preparation for the budget for the biennium 2016-2017 is so important – and I thank Member States for the Orientation Debate on 17 October.

I believe - and this is my very strong message - UNESCO is today walking on thin ice.

The situation is no longer just difficult, it is becoming dangerous.

I am convinced the continuation of a zero-nominal growth budget for the 38 C/5, should contributions continue to be withheld, would have a severely negative impact, on the delivery capacity of this Organization.

The estimate of costs to be absorbed additionally under such a scenario would be \$28.8 million with regard to a \$653 million budget, and \$27.8 million for the \$507 million Implementation Plan.

I believe the results would be dramatic.

A no-recruitment policy, with an impact on geographical representation, gender balance, fresh talent ...and the abolition of existing posts, resulting in a considerable loss of expertise.

It will result in a reduced field presence, to which you are all dedicated.

It will result in weaker delivery.

It will result in shrinking leadership in the UN system.

It will result in the lowering of the UNESCO flag across the board.

UNESCO would enter a downward spiral -- precisely at a time when it should be gearing up to implement the post-2015 agenda.

This would relegate UNESCO to the side-lines.

I am deeply worried about the future of the Organization.

We would have to undertake a future examination of all costs, the organizational structure and working methods.

Member States would have to conduct a new programme prioritization exercise, which could lead to the termination or abolition of certain programmes.

But, let me once again say, we should have no illusions. I will pursue further efficiency gains, I pledge this to you -- but this will not be enough to release the amount required to retain an effective and dynamic Organization.

We have done this relentlessly, but we cannot carry on -- it is simply not sustainable, and it is perilous.

In this light, I appeal for the support of Member States, to shape a framework to give UNESCO the means to implement its programme, to craft a central place in the post-2015 agenda, to open new horizons in education, the sciences, culture, communication and information.

I am convinced it is in the interest of Member States that the leadership of UNESCO in its core domains be preserved, and in some areas I would say even reinforced.

Ladies and Gentlemen,

I make this appeal guided by a profound sense of responsibility.

Responsibility, given the agenda UNESCO is leading over the next six months – taking forward the African *Flagship Programmes*, to celebrate the 20<sup>th</sup> anniversary of the *Beijing Declaration*, in the *World Conference on Education for Sustainable Development* as I just mentioned, the *International Conference on the Role of Information and Communication Technologies for Persons with Disabilities*, in New Delhi, India on 24-26 November, the International Conference on the UNESCO-led Internet Study on 3-4 March, the 10<sup>th</sup> anniversary of the *Convention for the Promotion and Protection of the Diversity of Cultural Expressions*, all our work to support the sciences for sustainable development -- the list can go on still further...

Responsibility also, because, next year, we will celebrate the 70<sup>th</sup> anniversary of UNESCO.

Together with the Chair of the Executive Board and the President of the General Conference, we open the anniversary on 31 October by paying tribute to a man who embodied the values and aspirations at the heart of UNESCO.

Nelson Mandela changed the history of South Africa and transformed the world – through his resilience in the face of adversity, through his conviction in the dignity of all people, through his ability to overcome hatred with forgiveness.

The greatest tribute we can pay is to carry forward his message, to continue his fierce struggle for the values we share.

Guided by this inspiration, we will launch the 70<sup>th</sup> anniversary by looking resolutely towards the future, to the challenges of a new century.

This, I believe, is our deep responsibility.

For this, we must move forward together, to craft a UNESCO that is fit for purpose, that can respond to the demands of Member States, that can help shape a more just, a more peaceful, more diverse, and a more sustainable 21<sup>st</sup> century.

This aspiration should guide us as we celebrate 70 years of achievements.

We start with this with a clear message, our mission is far from done, in this fragile and challenging world, it has never been more important.

Thank you.